

REVOLUTION SOCIALISTE



On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

**À bas la collaboration de classes !
Place à l'action unie pour les
revendications ouvrières !**



Reprise ? Kanaky Palestine Afrique du Sud



Palais de l'Élysée, 3 septembre

Sarkozy tire sa force de la collaboration de classes

Au début de l'année 2009, les travailleurs de la Guadeloupe avaient poussé le LKP à appeler à la grève générale. En dépit des dirigeants syndicaux,

les ouvriers séquestraient des dirigeants de Sony, 3M, Caterpillar, Scapa, Faurecia, Molex... Dès l'été, les séquestrations ont cessé alors que les licenciements collectifs se poursuivaient. Que s'est-il passé ? Des défenseurs aguerris du capitalisme vendent la mèche :

Au premier semestre, les journées nationales d'action à répétition ont joué leur rôle de nécessaire exutoire. (UIMM, Actualité, octobre 2009)

Le gouvernement considère ces protestations bien organisées comme une façon normale, même utile, de laisser libre cours à la déception. (The Economist, 18 avril 2009)

Le « G8 » a surtout permis au mouvement syndical de canaliser les inquiétudes et les colères des salariés et d'éviter que les expressions de radicalité fassent tache d'huile. (Le Monde, 10 octobre 2009)

LES EXUTOIRES ET LES DIVERSIONS DES DIRECTIONS SYNDICALES ET DES PARTIS RÉFORMISTES PROTÈGENT LE GOUVERNEMENT ET LE CAPITAL

Alors que le gouvernement dépensait sans compter pour les banques, que la crise capitaliste frappait la classe ouvrière, les directions syndicales ont isolé les travailleurs des sites qui fermaient, ont empêché la grève générale qui, seule, aurait pu empêcher les licenciements, faire reculer le pouvoir, ranimer l'espoir au sein des exploités et des opprimés. Le bloc de toutes les bureaucraties syndicales (« G8 ») a « canalisé » à coup de « journées d'action à répétition » « les inquiétudes et les colères des salariés » : le 29 janvier, le 19 mars, le 1^{er} mai, le 26 mai et le 13 juin.

Par ces « exutoires » inoffensifs, les bureaucraties syndicales se sont unies pour tourner le dos aux revendications ouvrières les plus urgentes et les

plus minimales. Elles ont présenté l'État bourgeois comme neutre, au dessus des classes, en prétendant lui faire infléchir sa politique ou, pire encore, en le suppliant de l'appliquer :

Gouvernement et patronat doivent rapidement mettre en œuvre les mesures déjà prises et engager les négociations et les concertations pour répondre à l'ensemble des revendications (...) C'est pourquoi, dans la suite des journées du 29 janvier et du 19 mars et dans ce contexte exceptionnel, les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1^{er} mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat. (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA, Un nouveau temps fort de mobilisation, 30 mars 2009)

Les mêmes, moins FO et la CFTC, ont appelé à une nouvelle « journée d'action interprofessionnelle » le 7 octobre, « pour le travail décent ». Pour compléter, les bureaucraties syndicales, depuis la rentrée, ont multiplié des initiatives dispersées pour « éviter que les expressions de radicalité fassent tache d'huile » : un mouvement limité aux travailleurs immigrés sans papiers (les syndicats ne s'adressent pas à leurs collègues de travail qui ont la nationalité française ou des titres de séjour), une journée d'action limitée aux « entreprises qui licencient » le 17 septembre au Palais Brognart (qui n'héberge plus la Bourse de Paris depuis... 1980), à la Poste, le 22 septembre et le 24 novembre, aux hôpitaux le 30 septembre, le 20 octobre et le 15 décembre, à la SNCF le 20 octobre, à l'Éducation nationale le 24 novembre, à la fonction publique territoriale le 18 novembre, au Pôle Emploi le 20 octobre, etc.

Ce que les patrons intelligents appellent clairement « exutoire », les confusionnistes du NPA qui se targuent de marxisme le travestissent, eux, en instrument d'éducation des travailleurs, en « grèves qui, malgré leur durée fixée à 24 heures par les directions syndicales, peuvent contribuer à faire avancer la combativité et la conscience ». Comme a écrit un jour Marx, « l'éducateur doit être lui-même éduqué ».

Tout en refusant d'appeler à la grève générale de La Poste pour garantir la sécurité de l'emploi pour tous, un certain nombre de chefs syndicaux (CGT, SUD, FO,

Révolution Socialiste n° 31

Éditorial p. 2
Économie p. 5
Immigrés p. 9
Grande-Bretagne p. 11
La Poste p. 12
Kanaky p. 13



Iran p. 18
Palestine p. 20
Guinée p. 30
Afrique du Sud p. 32
Abonnement p. 35
Pérou p. 36

www.revolution-socialiste.info

CNT, UNEF...) ont constitué un « Comité national contre la privatisation de la poste » avec le NPA, le PdG, le PCOF et les partis qui ont démantelé les PTT en mai 1990 (PS, PRG), puis qui ont fait entrer France Telecom en Bourse en octobre 1997 (PS, PCF, PRG, MRC, Verts). Ce front populaire a organisé début octobre une « votation citoyenne ». Le but assigné à cette parodie était de « demander l'organisation d'un vrai débat public permettant l'implication des citoyens ». Après cette supplique, ses initiateurs ont renchéri dans la diversion en demandant aux « citoyens » d'envoyer des cartes postales à Sarkozy. Avec de tels adversaires et de telles méthodes « de lutte », celui-ci peut dormir tranquille.

LA COLLABORATION DE CLASSES CONDUIT À LA DIVISION DES RANGS OUVRIERS ET AUX DÉFAITES

De telles coalitions servent aussi d'exutoires et de leurres. Le Parti « socialiste » a participé à des gouvernements bourgeois depuis 1914. Le Parti « communiste » français, créé contre cette trahison mais vite stalinisé, s'est rallié à son tour à l'alliance avec la bourgeoisie en 1934. Le PS et le PCF ont géré loyalement ensemble le capitalisme à plusieurs reprises : en 1944, en 1981, en 1997. Plus récemment, les bureaucraties syndicales, le PS, le PCF et la LCR ont appelé à voter Chirac en mai 2002. LO et le PS se sont ligüés avec le RPR en 2003 pour obtenir une loi contre le « foulard » de quelques lycéennes.

En 2007, le Parti socialiste a fourni plusieurs ministres à Sarkozy. Des éminences du PS aident le gouvernement sans même quitter le vieux parti réformiste : Rocard, Mauroy, Attali, Lang... ont ainsi rédigé des rapports ou participé à des commissions qui préparent la politique réactionnaire et anti-ouvrière. Les dirigeants du PS et du PCF ont accompagné Sarkozy au Liban en juin 2008, alors que l'impérialisme français, sous sa direction, couvre la colonisation par Israël de la Palestine, participe aux menaces contre l'Iran et à l'occupation de l'Afghanistan.

En 2004, la direction de la CGT avait accepté la privatisation d'EDF-GDF, ce qui a propulsé la carrière politique du ministre de l'économie de l'époque, un dénommé Sarkozy. En 2007, la direction de la CGT a mis fin à la grève nationale de la SNCF et ainsi permis à Sarkozy et Fillon de liquider les « régimes spéciaux » de retraite. Tous les dirigeants syndicaux sont allés lui donner leur avis au Palais de l'Élysée avant la réunion du G20, comme s'il y avait des intérêts communs aux prolétaires et aux capitalistes, dès lors qu'ils seraient français, quoique Sarkozy ne cesse pas de mener une guerre de classe, au compte de la bourgeoisie, contre tous les travailleurs de ce pays, français et étrangers.

Certes, les syndicats (sauf FO qui ne tient pas à fâcher son aile UMP et FN) ont appelé des travailleurs africains « sans papiers » à se mobiliser. Mais c'est pour harmoniser les conditions de régularisation de ceux qui sont utiles à l'économie capitaliste française (ce que d'autres appellent « l'immigration choisie ») par les préfets (qui sont nommés par Sarkozy et Hortefeux).

Les dirigeants de cinq syndicats (CGT, CFDT, Solidaires, FSU, UNSA), de cinq associations et du Réseau éducation sans frontières (RESF) se sont alarmés dans un courrier adressé, le 1^{er} octobre, au premier ministre François Fillon : « Le traitement de chaque dossier est loin d'être similaire selon les départements et même entre les salarié (e)s de situation parfaitement identique, y compris au sein d'une même entreprise », écrivent-ils. Pour « en finir avec ces blocages [qui] persistent, voire grandissent et ces discriminations constatées », ces onze organisations demandent que soit édictée une circulaire de régularisation des salariés sans-papiers. (Le Monde, 13 octobre 2009)

Quand d'autres immigrés sans-papiers ont demandé, à juste titre, la régularisation de tous les travailleurs migrants, l'appareil de la CGT l'a refusée et les a même matraqués le 24 juin à la Bourse du travail (avec l'approbation du PCF et de LO).

Dans une veine similaire, la direction de la CGT a organisé une bien curieuse « journée d'action » le 22 octobre, non pas sur les revendications, mais pour « l'avenir de l'industrie française ». La collusion avec Sarkozy est flagrante : « Sarkozy a accédé à la demande de la CGT d'États généraux de l'industrie. » (Le Monde, 18 septembre). Le 2 novembre, il installait un « comité organisateur des états généraux pour une politique industrielle » présidé par un patron de Sanofi-Aventis, comprenant Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, des représentants du patronat français, des parlementaires UMP, PS... La défense de « l'industrie française » désigne comme ennemi commun l'étranger (inclus les travailleurs des autres pays), elle débouche fatalement sur des concessions des producteurs aux exploiters (pour assurer l'avenir des entreprises nationales).

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE, SON PRÉSIDENT ET SON PRINCIPAL PARTI PENSENT AVOIR LES MAINS LIBRES GRÂCE À LA CORRUPTION DES SOMMETS DU MOUVEMENT OUVRIER OFFICIEL

Voici un siècle, la bourgeoisie a commencé à corrompre les appareils des organisations édifiées par la classe ouvrière, pour en faire des bureaucraties « réformistes » à son service.

Les institutions politiques du capitalisme moderne : la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et d'obéissance bourgeoise, voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ou-

vriers bourgeois ». (Vladimir Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, 1916)

Le 3 septembre, des travailleurs de Continental passaient en procès ; Thibault était à l'Élysée. Quand des militants syndicaux s'en sont indignés, celui-ci a répondu :

Lorsque je rencontre le chef de l'État, j'assume mes responsabilités comme le font des milliers de délégués syndicaux face à leur employeur. (Le Monde, 18 septembre 2009)

Que le secrétaire national de la CGT considère le président de la République comme *son employeur* en dit long. Bien sûr, toute militante syndicale, tout militant syndical est amené à rencontrer son employeur ou ses représentants. Quand il est permanent, comme Thibault, il est au service du syndicat qui l'indemnise (syndicat qui, lui-même, devrait être au service des travailleurs, au premier chef des précaires, des mal payés, des discriminés...).

Les multiples organisations syndicales, qui ne syndiquent ensemble que 5 % des travailleurs, sont largement subventionnées par l'État. Les « partenaires sociaux » se partagent 4 milliards d'euros par an au titre de la formation permanente. Tous les syndicats siègent dans les CA des grandes entreprises, dans le Conseil économique et social, etc. autant de postes grassement rémunérés pour peu d'heures de présence. Des affaires judiciaires ont fait apparaître que l'UIMM (la principale fédération du Medef) finançait la CFDT, FO et la CFTC, que Chirac, maire de Paris, a fourni un chauffeur à Blondel, secrétaire national de FO, de 1990 à 2001. Trois secrétaires nationaux de la CFDT Maire, Kaspar et Notat avaient le leur payé par le Crédit lyonnais.

De même, le PS, le PCF, le NPA, le PdG, LO et le POI, sont rétribués par la 5^e République au prorata des suffrages obtenus. Les indemnités de président de conseil régional, de sénateur, de député, de maire de grande ville sont sans commune mesure avec les salaires de travailleurs, même qualifiés. En outre, certains les cumulent sans vergogne.

Voilà qui explique l'assurance qu'affiche Sarkozy, alors même que la crise capitaliste mondiale a ridiculisé ses rodomontades sur la croissance. Voilà qui explique que Sarkozy puisse garder comme ministre de l'intérieur un Hortefeux qui tient des propos racistes. Voilà qui explique que Sarkozy, le gouvernement Fillon et la majorité UMP poursuivent la guerre en Afghanistan, leurs cadeaux aux riches (bouclier fiscal, taux IRPP, droits de succession...), aux petits et grands patrons (exonération de cotisations sociales, réduction de la TVA des cafés-restaurants, réduction de l'IS, de la taxe professionnelle...), diminuent les effectifs de la fonction publique, détruisent la formation des enseignants, déremboursent les soins, attaquent les retraites, privatisent la Poste, renforcent la télésurveillance, suppriment les juges d'instruction, persécutent les réfugiés afghans, étranglent les hôpitaux publics, généralisent le travail le dimanche, durcissent la répression des manifestants et des grévistes...

POUR MENER LA LUTTE DE CLASSE EFFICACEMENT ET JUSQU'AU BOUT, IL FAUT UN PROGRAMME ET UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRES

Les premières tensions se font jour au sein de l'UMP, de la majorité parlementaire, de la bourgeoisie française à cause du déclin du capitalisme français par rapport à ses concurrents que Sarkozy ne saurait endiguer.

Surtout, patrons et ministres n'oublient pas la menace potentielle de millions de prolétaires, de jeunes, de chômeurs... qui n'ont aucune confiance dans Sarkozy et de moins dans le capitalisme, même si, pour l'heure, ils sont entravés par la collaboration de leurs organisations avec la bourgeoisie. À cette étape, la classe ouvrière reste sur la défensive. Pas seulement à cause des licenciements et du chômage de masse, mais aussi parce qu'elle n'a aucune perspective collective. Elle est découragée par l'isolement de ceux qui entrent en lutte, par la dispersion de la combativité dans des « journées d'action » dont les bureaucraties syndicales portent la responsabilité. Elle est atterrée par le vide politique des Aubry, Fabius, Royal, Buffet et compagnie. Elle n'a pas oublié leur politique quand PS, PCF et leurs alliés bourgeois ont gouverné. Ce désarroi est accentué par le rétablissement du capitalisme en URSS et en Chine, par la campagne incessante contre le socialisme, assimilée à la contre-révolution stalinienne et ses conséquences.

Mais le prolétariat n'a d'autre choix que se défendre face aux attaques des capitalistes. L'histoire de la lutte des classes a déjà montré et montrera encore, que la solidarité, le courage, la spontanéité, la capacité à s'organiser ont vaincu les obstacles mis par les organisations réformistes, par les institutions bourgeoises.

Le regroupement des éléments les plus conscients et les plus combattifs de la jeunesse et du prolétariat en une organisation communiste peut contribuer dès maintenant à la lutte de la classe ouvrière. Elle aurait pour but de bâtir un véritable parti ouvrier révolutionnaire, section d'une internationale ouvrière révolutionnaire, nourri du marxisme, mais aussi de bâtir une fraction révolutionnaire dans les syndicats, de les unifier, d'œuvrer à la rupture de toutes les alliances avec la bourgeoisie et au boycott des organes de cogestion, pour la grève générale, pour l'auto-organisation, pour l'autodéfense des luttes et des organisations.

Parmi ses revendications pour préparer l'insurrection et donner le pouvoir aux conseils de travailleurs, premier pas vers les États-Unis socialistes d'Europe, figureraient le contrôle ouvrier et paysan, l'interdiction des licenciements, la diminution du temps de travail, la rémunération des stages, l'indexation des salaires, la liberté de circulation des travailleurs, la gratuité des soins médicaux, le désarmement des forces de répression de la bourgeoisie, l'armement de la population, l'expropriation des groupes capitalistes, dont les banques.

25 novembre 2009

Crise capitaliste mondiale

Pour les travailleurs, la crise n'est pas finie

CEUX QUI NIAIENT LA CRISE ANNONCENT PRÉCOCÉMENT SA FIN

La crise capitaliste provient d'une insuffisance de la plus-value totale au regard d'un capital total qui est en suraccumulation. Elle apparaît d'abord sous forme d'une crise bancaire et financière, l'été 2007, avant de se traduire par une chute de la production fin 2008 à l'échelle mondiale, ce qui renforce l'hypothèse que c'est le mode de production capitaliste qui est en cause. Au premier semestre 2009, le PIB des pays du G7 -qui regroupe les principales puissances capitalistes- diminue de 8,4 % en rythme annuel, l'Allemagne (-13,4 %) et le Japon (-11,7 %) étant les plus violemment touchés. Sur l'ensemble de l'année 2009, leur PIB devrait chuter de 4 %, un chiffre sans précédent depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Le PIB du monde entier devrait diminuer en 2009 de 1,3 % selon le FMI et de 2,9 % selon la Banque mondiale.

Pourtant, depuis plusieurs mois, les annonces optimistes se multiplient. Le 30 octobre, le gouvernement américain affiche sur une croissance annualisée de 3,5 % pour le troisième trimestre, proche du rythme connu par les États-Unis au cours des années 1990. Pour le deuxième trimestre consécutif, la France connaît une croissance, faible mais positive (+0,3 % au second trimestre de 2009, +0,3 % au troisième). La ministre de l'économie s'en targue aussitôt : « *notre économie a vraiment pris le tournant de la reprise* » (Christine Lagarde, *Europe 1*, 13 novembre). Le Fonds monétaire international se réjouit : « *l'économie mondiale connaît de nouveau l'expansion* » (*Perspectives de l'économie mondiale*, octobre) car un certain nombre de signes, au-delà des variations du PIB ou du PNB, semblent indiquer le retour de l'accumulation : après avoir chuté de 40 % pendant le dernier trimestre 2008, le cours des actions a depuis rebondi de 30 % ; le commerce mondial s'est stabilisé après une diminution de plus de 10 % après septembre 2008 ; les banques se remettent à se prêter sur les marchés interbancaires...

CHAQUE CAPITALISME NATIONAL EST TENU À BOUT DE BRAS PAR SON ÉTAT BOURGEOIS

En déduire le retour à une croissance économique significative et prolongée est prématuré :

Presque partout, le redémarrage est tiré par l'investissement public (+33,6 % au premier semestre 2009 en Chine) et la consommation des ménages, mais pas par l'effort d'équipement des entreprises. C'est la conséquence de politiques budgétaires et monétaires très stimulantes... (L'Expansion, octobre 2009)

D'après le FMI, dont un des rôles est de fournir des indications aux bourgeoisies du monde entier, « *la reprise sera lente, parce que les systèmes financiers*

restent endommagés, que le soutien du secteur public devra progressivement être retiré, et que les ménages dans les économies qui ont subi un effondrement du prix des actifs continueront à reconstituer leur épargne ».

Le caractère décadent du capitalisme est illustré par l'aide publique qui a été nécessaire à son économie nationale la plus puissante, présentée si souvent comme le modèle du capitalisme libéral : à l'automne 2008, le Congrès des États-Unis vote un premier plan d'aide aux groupes bancaires et financiers américains à hauteur de 700 milliards de dollars, qui initie une débauche d'aides culminant au total à 11 000 milliards de dollars... À son échelle, le gouvernement Sarkozy-Fillon assure de même les banques françaises d'un plan de 360 milliards d'euros. L'État britannique avance l'équivalent de 30 % du PIB du pays pour sauver les banques britanniques, l'État belge avance 35 % du PIB pour sauver les banques belges (tant francophones que néerlandophones), l'État irlandais avance 225 % du PIB pour sauver les banques irlandaises...

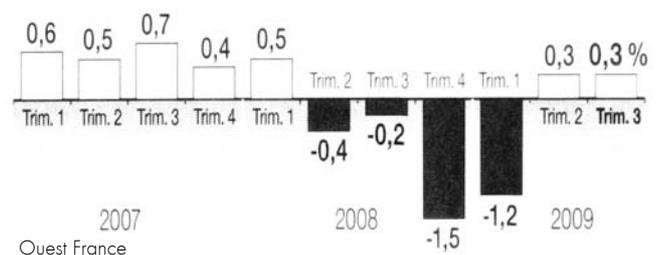
Le retour de la croissance provient surtout de mesures de l'État national, qu'il s'agisse de sauvetage en ordre dispersé des banques, de reports particuliers à chaque État de paiement d'impôt pour les ménages ou les entreprises, de subventions nationales massives aux groupes industriels du pays, auxquels il faut ajouter la baisse considérable des taux d'intervention des banques centrales (le taux auquel elles prêtent chacune à leurs banques). Ils sont actuellement de 1 % pour la Banque centrale européenne, 0,5 % pour la Banque d'Angleterre, 0,2 % pour la Réserve fédérale américaine, 0,1 % pour la Banque du Japon.

Le sauvetage des banques en Europe de l'Ouest s'est fait de façon dispersée, chaque pays prenant de son côté les mesures qu'il jugeait pertinentes à partir d'octobre 2008... Malgré des ampleurs comparables, les plans de relance budgétaire ont été très peu coordonnés aussi bien au niveau mondial qu'entre pays européens. (CEPII, L'Économie mondiale 2010, p. 14, p. 18)

Il est remarquable que tous les gouvernements qui justifiaient la baisse des cotisations sociales et des

Évolution de la richesse produite en France (PIB)

En pourcentage, par trimestre



impôts sur les entreprises et les riches, qui excipaient de la nécessité de tailler dans les dépenses sociales sous prétexte de « mondialisation » et de défense de la compétitivité du pays, n'ont pas hésité à mettre la main à la poche, à grande échelle, pour sauver leurs banques ou leurs groupes automobiles.

Demain, si le capitalisme perdure, par l'inflation qu'ils subiront ou les impôts qui les frapperont, ce sont les producteurs, travailleurs salariés et travailleurs indépendants des campagnes et des villes, qui supporteront les conséquences de cette « politique budgétaire et monétaire très stimulante ». Certains prolétariats sont déjà touchés. Et tous subissent les effets de la crise capitaliste mondiale elle-même.

LA CRISE FRAPPE LES TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

La reprise récente du taux de profit est due à l'artifice de l'injection de fonds publics (qui soit préparera la prochaine crise, soit empêchera la sortie de la crise en cours) et, dans une moindre mesure, à une hausse du degré d'exploitation de la classe ouvrière (que la crise elle-même a facilitée).

Les ouvriers, les employés, les techniciens, etc. ont vu leurs conditions d'existence se dégrader massivement : hausse spectaculaire du chômage, baisse des salaires, des retraites, des allocations sociales, niveau record de saisies immobilières, hausse massive du nombre de sans-domicile et de la sous-nutrition... À l'échelle mondiale, les écarts de revenu ont explosé, et les secteurs les plus fragiles de la classe ouvrière mondiale ont été touchés, en particulier dans les pays do-

minés où ils sont très largement employés de manière informelle : plus de 50 % en Amérique latine, plus de 70 % en Afrique subsaharienne, plus de 80 % en Inde...

D'après le Bureau international du travail, le chômage frappe 240 millions de travailleurs dans le monde. Il atteint un niveau sans précédent depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, soit un taux officiel de 11 % aux États-Unis (en fait plutôt 17,5 % si on tient compte des chômeurs qui ne s'inscrivent pas) ; de 8,5 % officiel pour les pays impérialistes et leurs satellites de l'OCDE et il pourrait y atteindre 10 % d'ici fin 2009, ce qui signifierait que 25 millions de personnes auront perdu leur emploi en un an. Même la Chine, dont le PIB n'a pas cessé de croître, affiche un taux officiel de 4,5 % de chômage (sans doute 10 % en réalité).

D'après la Banque mondiale, 90 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté –qui équivaut officiellement à vivre avec moins de 1,25 dollar par jour. Le sort des migrants s'est dégradé.

Les mesures migratoires restrictives se sont multipliées au cours de ces derniers mois : aides publiques aux entreprises conditionnées à de fortes restrictions en matière de recrutement des étrangers aux États-Unis, programmes de retours subventionnés en Espagne et au Japon, lois contre l'immigration clandestine en Italie, etc. Au-delà de ces mesures, les immigrés sont les premiers touchés par les destructions d'emplois... (CEPII, L'Économie mondiale 2010, p. 93)

Marx : La Crise, Cahier Bolchevik n° 21

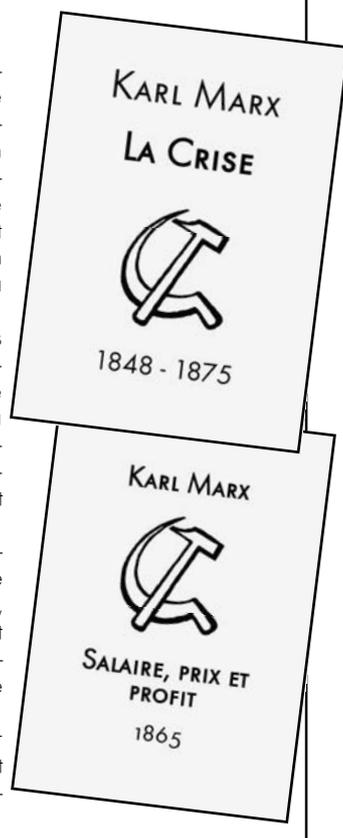
Textes choisis, 62 pages, avec un lexique et une chronologie, 1 euro auprès des militants, 2 par la poste.

Souvent, les critiques de Marx ironisent sur son absence d'une théorie des crises ou lui reprochent de juxtaposer plusieurs explications : la sous-consommation de la classe ouvrière, le déséquilibre entre les branches de production, l'étranglement des profits par l'augmentation des salaires, le parasitisme de la finance sur le capital productif, etc. Certes, Marx n'a pas rédigé d'ouvrage dédié à la crise économique. Par contre, un certain nombre d'articles d'actualité qu'il écrivit pour la presse de son époque et tous ses travaux économiques abordent la crise. Malgré l'expérience limitée des crises à son époque, Marx y anticipe la distinction entre d'une part les crises sectorielles, conjoncturelles et locales, et d'autre part la grande crise capitaliste, générale et mondiale. Il conçoit aussi que chaque crise est spécifique et réclame donc une étude particulière, tout en reposant sur une véritable théorie générale des contradictions du capitalisme qui conduisent inéluctablement à la catastrophe.

L'axe de son analyse est immanent au mode de production capitaliste (il ne part pas d'événements extérieurs pour expliquer la crise). Marx procède de la production (et non de la consommation, aussi importante soit-elle) et de l'extraction de la plus-value ou survaleur (et non du partage ultérieur de la plus-value sociale entre les fractions de la classe capitaliste, dont le capital de la finance). Face à la classe ouvrière, l'ensemble de la classe exploiteuse tente de briser la résistance des travailleurs et d'accroître l'exploitation ; face à la concurrence des autres entreprises, chaque capitaliste individuel tente d'abaisser son coût de production. L'augmentation du capital constant (achat de moyens de production) au détriment de la part du capital variable (achat de force de travail) est le principal moyen d'atteindre ces deux objectifs.

Quelque soit le succès initial de telle ou telle entreprise vis-à-vis des autres, quelle que soit l'efficacité provisoire de contre tendances, le résultat est tôt ou tard une baisse du taux de profit. Alors, peuvent se produire une offensive capitaliste contre les salaires directs et indirects, un krach financier (de la Bourse, des banques, du change...), une insuffisance de la demande, une régression protectionnisme, etc. Il ne s'agit pas pour autant de la cause véritable des crises économiques, mais plutôt de moments particuliers de telle ou telle crise, exprimant tous la suraccumulation du capital en regard d'une plus-value totale désormais insuffisante. La véritable barrière du capital est le capital lui-même.

Le professeur d'université Daniel Bensaid vient de publier (pour 14 euros) de prétendus « inédits de Marx sur la crise ». Or, Roger Dangeville, militant du courant bordiguiste, infatigable traducteur et éditeur de Marx et Engels des années 1960 et 1970, avait déjà compilé en 1978 un recueil quasi-exhaustif pour 10/18, incluant ceux qui sont préfacés par le théoricien du NPA comme inédits. Bravo pour l'honnêteté intellectuelle.



Soumis à la pression du chômage, les travailleurs qui gardent un emploi sont obligés à des rendements accrus : aux États-Unis, au cours du 3^e trimestre 2009, la productivité du travail a augmenté de 9,5 % alors que le nombre d'heures travaillées a chuté de 5 %. En Espagne aussi, la destruction d'emplois a été plus forte que la perte de la production, ce qui manifeste une accentuation considérable de l'exploitation. En France, la vague de suicides qui a frappé les travailleurs de France Telecom témoigne de l'intensification du travail et de la pression de la hiérarchie.

Même en cas de reprise économique, le chômage mondial ne diminuera pas au même rythme. D'après le FMI, « cela prendra du temps avant que les perspectives pour l'emploi ne s'améliorent de manière significative... étant donné la taille et la persistance des chocs récents pour l'économie mondiale, cela laisse craindre une reprise sans emploi » (*Perspectives économiques mondiales*, octobre). La rubrique « prévisions » du numéro de *L'Expansion* de décembre a pour titre : « Vers une reprise pauvre en emplois » ; un des titres du supplément « économie » du *Monde* du 24 novembre est : « La reprise, sans l'emploi ». Les travailleurs sont prévenus.

LES CAPITALISTES DE LA FINANCE S'ENRICHISSENT À NOUVEAU

Par contre, la finance la plus parasitaire, celle que les Sarkozy, Obama et Merkel prétendaient moraliser, affiche de nouveau sa prospérité, à proximité des files d'attente de chômeurs qui cherchent un emploi ou mendient de la nourriture ou des soins.

Aujourd'hui, de nombreux établissements financiers ont largement profité de la reprise des cours de Bourse, d'une légère reprise du crédit, de la reprise des fusions-acquisitions... Surtout, le financement à guichets ouverts des banques par les banques centrales et la baisse des taux d'intérêt auquel les banques centrales prêtent aux groupes capitalistes de la banque encouragent plus que jamais les opérations financières les plus dangereuses et les plus parasitaires : « arbitrage » pour profiter des différences de taux d'intérêt et de taux de change, « effet de levier » pour augmenter la rentabilité des fonds propres par l'endettement, spéculation...

Si bien que les sociétés financières (les assurances, les fonds d'investissement, les banques...), dégageront un chiffre d'affaires pour 2009 à hauteur de 437 milliards de dollars (contre 345 milliards en 2007). Les rémunérations perçues par les cadres de la finance en 2009 devraient s'élever à 130 milliards de dollars – ce qui correspond à 143 400 dollars par personne-, en hausse de 20 % par rapport à l'an dernier (*AFP*, 14 octobre). Par exemple, Goldman Sachs, largement arrosée par le gouvernement fédéral, versera des primes légèrement supérieures à celles versées en 2007. AIG, la compagnie d'assurance ayant reçu 200 milliards de dollars d'argent public pour sauver le monde de la catastrophe, versera 198 millions de dollars de primes à 400 de ses cadres (Rapport du Plan Paulson).

Il est désormais clair que les démons jumeaux du risque excessif et des profits excessifs peuvent em-



poisonner le capitalisme et ravager l'économie. Pourtant, la rançon du sauvetage de la finance a abouti à créer un système qui est plus vulnérable et plus dangereux que jamais. (The Economist, 16 mai 2009)

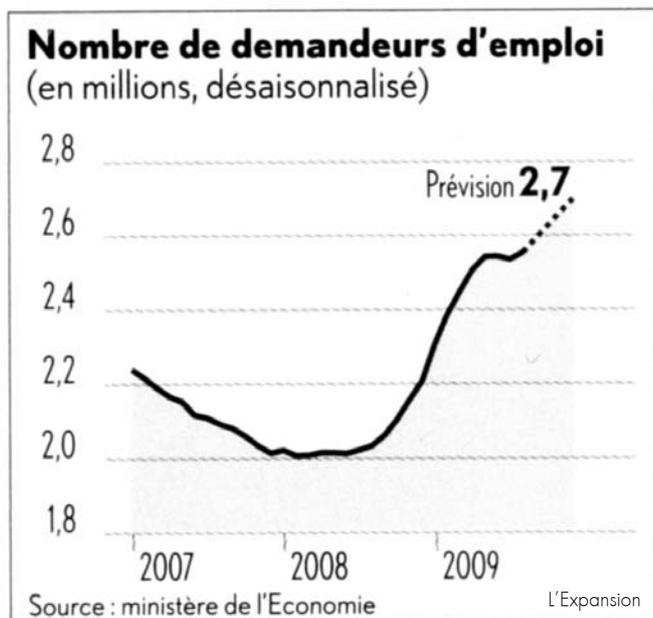
LA POTION KEYNÉSIIENNE PRÉPARE LA PROCHAINE CRISE

Dans le cas le plus favorable, une reprise vigoureuse préparera de toute façon la prochaine crise mondiale. Mais les risques d'une croissance durablement ralentie ou d'une retombée dans la dépression ne sauraient être écartés.

Le FMI prévoit une explosion de la dette publique, qui pourrait atteindre, d'ici 2014, 108 % de la richesse nationale pour les États-Unis (contre 62 % aujourd'hui), 92 % en France (contre 64 % aujourd'hui), 246 % au Japon (188 % aujourd'hui)... En outre, la Grande-Bretagne et les États-Unis, les modèles du « libéralisme », ont recouru sans vergogne à la « planche à billets » inflationniste. En effet, la Banque d'Angleterre et la Fed rachètent des bons du trésor et des obligations d'État aux banques. Autrement dit, ces banques centrales prêtent, par ce biais, à leur gouvernement, à leur État. De quoi réjouir tous ceux (PS, PCF, NPA, POI en France) qui se plaignaient de la prétendue « indépendance » des banques centrales.

Cette monétisation de la dette de l'État, qui s'ajoute aux bas taux d'intérêt et au déficit des échanges de biens et services, contribue à la dépréciation de la livre britannique et du dollar américain qui reste la devise-clé dans les échanges internationaux et les réserves des banques centrales depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. Malgré l'intervention sur les marchés des changes de plusieurs banques centrales d'Asie, le dollar américain a perdu 13 % de sa valeur depuis mars. Cet affaiblissement n'est pas seulement conjoncturel, il découle du déclin économique de la principale puissance impériale.

Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, remarque que « les États-Unis auraient tort de croire que la position du dollar comme monnaie de réserve mondiale dominante est assu-



rée » (*Bloomberg*, 27 septembre). La Chine, la Russie, la France, le Japon et les États du Golfe envisageraient de remplacer le dollar par un panier de devises. La seule chose qui les rassemble est l'exaspération devant une hégémonie américaine qui ne correspond plus à l'économie américaine sans qu'une autre puissance ait la prétention de supplanter les États-Unis : l'Union européenne n'est pas un État, l'Allemagne et le Japon se souviennent de leur échec de la Deuxième guerre mondiale, la France est dérisoire, la Russie n'a pas réussi sa transition capitaliste, et la Chine, qui l'a réussie, n'en est qu'aux premiers pas vers l'impérialisme. Le yuan, la monnaie chinoise, reste aligné sur la monnaie américaine (mais pas l'inverse).

Chaque État bourgeois a beau avoir, de toutes ses forces, tenté de sauver sa fraction du capital, les raisons qui ont conduit à l'éclatement de la crise économique sont toujours à l'œuvre. Certes, l'augmentation du taux d'exploitation et surtout la destruction d'une partie du capital qu'entraîne une crise capitaliste peuvent créer les conditions du retour de la profitabilité et donc d'une phase d'expansion. Néanmoins, le sauvetage public de banques, de compagnies d'assurances, de groupes automobiles... limite la destruction du capital. Qui plus est, la multiplication des subventions aux groupes financiers et industriels augmente plutôt la taille du capital mondial qui prétend à un titre ou un autre (profit industriel, profit commercial, intérêt, rente...) prendre une part de la plus-value sociale dont la seule

source est le surtravail, la plus-value extraite du travail non payé fourni par l'ensemble du prolétariat mondial. La multiplication des politiques nationales d'inspiration keynésienne ne saurait contrer la tendance à la baisse du taux de profit mondial.

LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT OUVRIR, PAR LA RÉVOLUTION, LA VOIE DU SOCIALISME MONDIAL

N'en déplaise aux gouvernements bourgeois, à leurs divers acolytes (économistes keynésiens, prêtres de toutes religions, vieux appareils réformistes ex-staliniens et sociaux-démocrates, nouveaux appareils réformistes ex-trotskyistes ou ex-guerrilléristes), il n'est pas possible de garder le capitalisme et, en même temps, d'éviter les crises économiques et la spéculation financière, de sauver l'environnement, d'obtenir la paix et le plein emploi.

Leur reprise, c'est la poursuite des restructurations, le retour de l'inflation, l'augmentation des impôts, le chômage de masse, la précarité, l'intensification du travail, la chasse aux immigrés, les conflits en sous-main ou ouverts pour repartager le monde, la montée du nationalisme, du militarisme, du racisme et du fascisme.

Les rapports capitalistes de production sont une entrave au développement des forces productives. En particulier, la recherche du profit conduit à la destruction de l'environnement et les États bourgeois archaïques freinent l'internationalisation indispensable des forces productives.

Le capitalisme est nécessairement porteur de déséquilibres, de crises économiques et de guerres. Depuis qu'il est entré en déclin, dans sa phase impérialiste, chaque crise économique pose de manière plus dramatique le problème : socialisme ou barbarie.

Mais la bourgeoisie ne laissera pas la place spontanément. Si son existence est prolongée — grâce à l'aide des partis réformistes et des bureaucraties syndicales — la classe dominante entraînera l'humanité vers des guerres et de nouvelles crises. Le problème ne sera résolu que par l'action consciente de la classe ouvrière qui lui prendra le pouvoir et l'expropriera pour mettre fin à une société fondée sur l'aliénation et l'exploitation de l'homme par l'homme. Avec les dévastations croissantes que le capitalisme entraîne, il s'agit d'une tâche urgente.

Les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne, ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrés en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, et cela à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classes, si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr. (Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, 1878, ES, p. 186)

Endettement public en 2014 (en % du PIB)

| | |
|---------------------|-------|
| France | 96,3 |
| États-Unis | 108,2 |
| Pays industrialisés | 118,4 |
| Japon | 245,6 |

Source : FMI

Sauf vaste ajustement budgétaire, la dette moyenne des pays riches du G20 frôlera 120 % du PIB en 2014.